



De Denis Scuto

Un anniversaire, ça se fête. Surtout un centenaire. Un tel anniversaire a eu la malchance de tomber en pleines vacances scolaires, sous un soleil de plomb. N'ayant pas droit aux gros titres le moment même, il avait néanmoins déjà été évoqué et commémoré par un film d'Andy Bausch il y a quelques mois, en attendant que l'OGBL souffle officiellement les bougies par une séance académique et une publication le 19 octobre prochain: „100 Joer fräi Gewerkschaften“. Un anniversaire historique complexe.

Le 30 août 1916 est fondé dans une réunion populaire à la salle Hoferlin à Esch-sur-Alzette le *Luxemburger Berg- und Hüttenarbeiterverband* (LBHAV). Quelques jours plus tard, le 3 septembre, la création du *Luxemburger Metallarbeiterverband* (LMAV) fut décidée dans une réunion à Hollerich. La fondation officielle du LMAV eut toutefois lieu plus tard, le 29 octobre 1916 à l'Hôtel Brosius à Luxembourg-ville (établissement connu plus tard sous le nom de Pôle nord). Les deux syndicats fusionnent en 1920 sous le nom de *Luxemburger Berg- und Metallindustriearbeiterverband* (LBMAIV) qui représente à ce moment-là déjà une organisation de masse, le plus grand syndicat du pays. Il compte 18.000 membres, donc pratiquement tout le personnel ouvrier de la sidérurgie. Plusieurs dates d'anniversaire au lieu d'une, donc.

Les anniversaires d'un syndicat se distinguent de toute façon largement de ceux d'un être humain. Un jour ne suffit pas pour le mettre au monde. Ou, formulé autrement, l'anniversaire officiel se place au milieu ou à la fin de multiples actes de création.

Ainsi, 1916 est une date centrale dans l'histoire sociale du Luxembourg. Mais ce n'est pas l'année zéro du mouvement ouvrier luxembourgeois.

Depuis que des hommes et des femmes mettent leur force de travail au service d'un patron contre un salaire, l'idée de s'organiser pour défendre ses droits a circulé. La révolution de 1848 par exemple pourrait être considérée comme l'acte de naissance du mouvement ouvrier luxembourgeois. Plus exactement le 21 avril 1848. Ce jour-là, lors d'une réunion ouvrière à Luxembourg-Clausen, une pétition est lancée au nom de „tous ceux qui, dans l'atelier du travail journalier, œuvrent pour le pain quotidien avec leurs forces intellectuelles, morales ou physiques“. C'est l'avocat Charles-Théodore André qui l'a écrite. Mais les premiers signataires sont aussi forgeron, tailleur, typographe, ouvrier tanneur dans ces faubourgs de la capitale qui est à l'époque déjà une ville industrielle, avec ses ganteries, draperies, faïenceries, imprimeries, brasseries, forges et manufactures de tabac. Dans cet *Appel aux ouvriers du Luxembourg*, le suffrage universel est revendiqué en même temps que la liberté de presse et de réunion, un salaire minimum, l'enseignement gratuit, la réglementation de la durée

L'histoire du temps présent

Un anniversaire historique complexe

de travail et une indemnisation du chômage payé par l'Etat. Un appel à fonder une „Arbeiter-Assoziation“ suivra.

Une date, plusieurs actes de création

Ce n'est pas un retour à des structures patriarcales et au monde des corporations qui est revendiqué, mais des droits modernes pour un nouveau monde industriel. A une époque où le Code civil stipulait encore en matière de salaires (et ce jusqu'en 1885): „Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante.“ A une époque où les „coalitions entre ouvriers“ étaient interdites.

Comme Henri Wehenkel et d'autres l'ont montré, des ouvriers brasseurs de Munich importent non seulement leur recette de fabrication de la bière au Luxembourg vers 1860, mais incitent aussi leurs camarades luxembourgeois à s'organiser. Les ouvriers des ganteries fondent leur syndicat au Luxembourg sur le modèle des associations dont ils ont fait connaissance au cours de leur migration de travail en France, en Belgique et en Allemagne. Une grande partie des typographes qui s'organisent en 1864 au Grand-Duché avaient été auparavant actifs à l'étranger, p.ex. dans la Société typographique parisienne. Pierre Merl figurait parmi eux, le même qui avait lancé avec d'autres typographes la pétition de 1848.

Le premier syndicat des ouvriers métallurgistes a été fondé non en 1916, mais le 19 juillet 1903 par le rémouleur socialiste Jacques Thilmann. Une année plus tard, il s'allie aux sections luxembourgeoises du *Deutscher Metallarbeiterverband* et tente avec l'aide de conférenciers luxembourgeois, allemands et

italiens d'organiser les milliers d'ouvriers des usines et des mines de nationalités différentes du bassin minier et des faubourgs de la capitale.

Le même jour, le 19 juillet 1903, d'autres militants socialistes fondent les syndicats des ouvriers du bois et des ouvriers du bâtiment et des faïenceries. L'année de création des syndicats libres serait-elle donc 1903 et non 1916? Ou alors 1905? Ensemble avec les typographes, les gantiers, les cordonniers, les brasseurs et les ouvriers du tabac, les ouvriers du métal, du bois et du bâtiment fondent le 5 février 1905 le Cartel syndical (*Gewerkschaftskartell*).

La faim, la misère dans le Luxembourg occupé par l'armée allemande expliquent en 1916 pourquoi le *Luxemburger Berg- und Hüttenarbeiterverband* et le *Luxemburger Metallarbeiterverband* rencontrent un succès supérieur aux organisations pionnières. Mais les réunions fondatrices sont convoquées par des militants du Cartel syndical, comme le typographe Nic Colling et l'ouvrier brasseur Charles Jander, et des militants du *Deutscher Metallarbeiterverband*, comme le mineur Albert Zimmermann et l'ouvrier d'usine Hubert Diesburg, à côté de cheminots comme les frères Pierre, Victor et Antoine Krier.

100 ans et plus de syndicats libres. Le terme même de „syndicats libres“ ne correspond d'ailleurs pas tout à fait à la réalité de 1916. Dans l'espace germanophone, on entend à partir de la fin du 19^e siècle par „syndicats libres“ les organisations syndicales d'obédience socialiste par opposition aux associations ouvrières catholiques et aux syndicats libéraux (*Hirsch-Dunckersche Gewerkvereine*). Or, pour empêcher les socialistes d'y étendre leur influence, le clergé luxembourgeois décide en 1916 d'appuyer la création d'un grand syndicat neutre dans le bassin minier, en conseillant aux membres des associations ouvrières catho-

liques de le rejoindre. Aux réunions de préparation en vue de la fusion du BHAV et du LMAV en 1918 prennent part, à côté du BHAV, du LMAV et du Cartel syndical, l'Union des associations ouvrières catholiques avec les associations de Dudelange, Rumelange, Differdange et Luxembourg-Neudorf et la section du syndicat allemand *Hirsch-Dunckersche Metallarbeiter* de Differdange et une déléguation du *Deutscher Metallarbeiterverband* au Luxembourg. Socialistes, catholiques, libéraux, unis dans un grand syndicat unitaire de l'industrie.

1916 et le rêve de syndicat unique

Cette aspiration unitaire touche également le monde des employés et des fonctionnaires. En 1909, les ouvriers et les employés des chemins de fer sont réunis en un seul syndicat, la *Fédération nationale des chemins de fer* (FNCL). La Fédération nationale des employés privés, fondée en 1911, passe de 850 adhérents en 1913 à 5.000 en 1917. L'*Association générale des fonctionnaires*, fondée en 1909, regroupe 60 pour cent du personnel du secteur public, lequel compte presque 4.000 fonctionnaires en 1920. En 1920, les organisations d'employés privés, dont l'Association luxembourgeoise des employés de banque appelée ALEB, fusionnent pour donner naissance à la Fédération des employés privés, la FEP.

C'est dans ce contexte de la Première Guerre mondiale que naît également le rêve d'arriver à l'unité complète des travailleurs manuels et intellectuels, au-delà des divisions sociales et idéologiques. Il prend forme en septembre 1918, lorsqu'on décide de créer une *Confédération luxembourgeoise du travail* (CLT), qui regroupe l'ouvrier de la plume („Arbeiter der Feder“) et l'ouvrier

du poing („Arbeiter der Faust“), sous l'impulsion des cheminots Pierre Krier et Aloyse Kayser.

Mais le projet se heurte aux réalités corporatistes et aux clivages politiques de l'immédiat après-guerre et échoue. Les employés privés, les cheminots et les fonctionnaires reçoivent du gouvernement des privilèges sociaux pour mieux les séparer des ouvriers (congé payé, garantie de l'emploi, indexation des salaires, régime de retraites avantageux), autant de droits catégoriels à défendre chacun pour soi. Dans le monde politique, les premières élections au suffrage universel envoient socialistes et libéraux dans l'opposition en 1919 et les catholiques seuls au pouvoir. Des organisations catholiques distinctes sont fondées dans la sidérurgie avec le LCGB, mais également chez les cheminots avec la création du *Syprolux* en 1922. Sur la gauche du BMAIV apparaît une tendance communiste qui prône un syndicalisme révolutionnaire. L'immédiat après-guerre a ainsi établi une tradition historique durable au Grand-Duché, celle du pluralisme syndical.

Dans la *Confédération luxembourgeoise du travail* (CLT), qui prendra le nom d'*Union libre des fédérations syndicales* (ULFS), puis de *Confédération générale du travail* (CGT), ne restent finalement que les „syndicats libres“, le BMAIV, les cheminots de la FNCL et les organisations ouvrières de l'ancien Cartel syndical.

Ce qui nous ramène à l'anniversaire de 1916. Ce sont ces syndicats libres qui revendiquent l'héritage des créations syndicales de 1916 et en même temps le rêve de syndicat unique, rêve qui a pris naissance en pleine guerre. Ce rêve a été réactivé par eux à la suite des souffrances communes de la Seconde Guerre mondiale, sans succès. La crise de la sidérurgie et la naissance d'une société nouvelle, tertiaire, a conduit à de nouvelles négociations en 1978 entre syndicats des employés (FEP, Aleba), syndicats libres (LAV, FNCTFEL, typographes, FGIL) et syndicats catholiques (LCGB, Syprolux). Les négociations ont échoué, mais un nouveau syndicat est né, l'OGBL, se posant en successeur du BMAIV et du LAV, mais s'ouvrant à différentes catégories sociales et d'autres secteurs de la société et du monde du travail.

En 1991 et en 2016, ce syndicat, relativement jeune, a décidé de profiter de cet anniversaire historique complexe pour rappeler, au moins tous les 25 ans, le rêve ancien d'union de toutes les forces pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les salariés.



Manifestation populaire à Luxembourg-ville (Photothèque de la ville de Luxembourg)



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto säi
Feuilleton
op Radio
100.7, all
Donnesch-
deg um 9.25 Auer (Rediffu-
sion 19.20) oder am Audioar-
chiv op www.100komma7.lu.